

Table des matières

Introduction	1
Partie I	
La portée de cette étude	5
Partie II	
Notions préliminaires relatives à la qualification des textes législatifs et constitutionnels en matière de partage des compétences	11
A. La validité constitutionnelle d'une loi	12
B. L'applicabilité constitutionnelle d'une loi provinciale	24
C. L'opérabilité constitutionnelle d'une loi provinciale	28
D. Conclusion générale au sujet des trois doctrines de droit constitutionnel	33
Partie III	
Les paramètres négatifs	35
A. Les compétences fédérales pointues et la théorie des dimensions nationales	37
B. La compétence fédérale relative au droit criminel et le « pouvoir général relatif au trafic et au commerce » conféré par la compétence fédérale relative au trafic et au commerce	39
C. La prépondérance fédérale et la réglementation de la concurrence	48

Partie IV

Les paramètres « positifs » régissant une éventuelle action législative provinciale contre la collusion et la corruption	53
A. La compétence provinciale sur la propriété et les droits civils ainsi que les affaires locales	53
B. La compétence provinciale sur les municipalités, la fonction publique provinciale et le secteur parapublic provincial	57
1. <i>Les municipalités</i>	58
2. <i>Le secteur parapublic provincial</i>	61
3. <i>La fonction publique provinciale</i>	64
C. La compétence provinciale en matière pénale	69

Partie V

Le principe du fédéralisme coopératif comme paramètre interprétatif positif d'une intervention provinciale contre la collusion et la corruption	71
--	-----------

Conclusion	81
-----------------------------	-----------

Bibliographie	85
--------------------------------	-----------